Déclaration sur la situation politique et nos tâches

Category: Actualité politique, Communiqués
écrit par François Calaret | 4 juillet 2022

Un changement politique majeur

Le résultat des élections législatives est d'abord un immense désaveu du macronisme, marqué par la perte de la majorité absolue et par la défaite d'un certain nombre de ses dirigeants. Cela est dû aux résultats de la politique du premier quinquennat et à la faiblesse de la construction politique du macronisme dans les territoires.

Mais, le résultat des législatives marque aussi la force de l'extrême droite, déjà manifeste lors des Présidentielles et au premier tour. Ses meilleurs résultats à des législatives, vont bien au-delà de ses régions d'implantation traditionnelle. Ce score historique va amener le RN, avec 89 député·es, à revendiquer la place de premier groupe d'opposition. Ces faits imposent de réfléchir à comment relancer le combat antifasciste : par des batailles culturelles, idéologiques et des initiatives.

L'importance de l'abstention (26,31 % des inscrits à la présidentielle ; 52,49 % au 1^{er} tour des législatives et 53,77 au second tour) – en perpétuelle augmentation – montre à quel point la crise des institutions ne cesse de s'approfondir. Nous ne pouvons l'ignorer pour la définition de nos activités !

La NUPES change aussi toute la situation dans la gauche et l'écologie

Après l'échec des différentes tentatives unitaires de traduire la forte aspiration au rassemblement, L'existence et la dynamique de la NUPES sont directement liées au score de JLM au premier tour de la présidentielle et à la politique mise en œuvre par la FI ensuite. Elles traduisent une clarification majeure à gauche, celle-ci se trouvant désormais polarisée par une orientation antilibérale et antiproductiviste, même si la situation reste loin d'être stabilisée à gauche.

Le tournant de la NUPES et son Parlement national, ouvert à des composantes politiques, à des actrices et des acteurs du mouvement social, modifie positivement la donne politique telle qu'elle était depuis 2017. Notre organisation a donc demandé à participer aux activités de la NUPES.

Les principales formations politiques ont formé une alliance et présenté des candidatures communes dans les circonscriptions. Ainsi a été exaucé le souhait de l'écrasante majorité des sympathisant·es de gauche (93%), quel que soit le parti dont elles ou ils se sentaient proches.

ENSEMBLE !, avec ENSEMBLE INSOUmise, a participé à la mobilisation, lors des élections législatives des 12 et 19 juin, pour faire élire un maximum de député·es de gauche et écologistes, dans l'objectif de former une majorité à l'Assemblée nationale.

ENSEMBLE ! confirme son engagement dans la NUPES et pour sa pérennisation. Ensemble Insoumise continue d'intervenir dans la FI/UP, considérant que c'est la force qui incarne aujourd'hui à gauche le pôle de radicalité et qu'il faut y être collectivement impliqué.es.

ENSEMBLE ! a demandé à être intégré comme organisation au Parlement national de la NUPES, ainsi que dans toutes les structures unitaires locales et nationales. Ensemble Insoumise

est déjà présente dans le Parlement comme courant intervenant dans la FI/UP. Nous souhaitons que se mettent en place des assemblées populaires citoyennes. Il s'agit de développer la dynamique populaire, unitaire, citoyenne, en renforçant les liens avec les militant·es issu·es des mouvements sociaux et citoyens, pour le succès d'une alternative sociale, écologiste, démocratique, féministe et antiraciste !

Pour constituer une alliance durable, une force politique de solidarité et d'émancipation encourageant et stimulant les luttes à venir, il faut renforcer la crédibilité des propositions qui figurent dans le programme de la NUPES. C'est ainsi qu'il sera possible de regagner à la participation politique la moitié des sympathisants de gauche ou écologistes qui ne se rendent plus aux urnes. Il s'agit de montrer que les mesures de ce programme sont, non seulement souhaitables, mais aussi possibles. En effet, le recul des forces de gauche et du mouvement ouvrier ces dernières années, tant sur le plan des luttes que sur le plan idéologique, ont semé un doute sur ces questions.

Pour se développer et gagner en crédibilité et en cohésion dans les prochaines années, la NUPES doit, tout en respectant l'autonomie de chacune des forces politiques, qui la composent, se positionner comme un rassemblement prêt à gouverner pour mener une politique de transformation sociale, écologique et démocratique. Elle doit pour cela mettre en chantier, ce qui constituerait les objectifs politiques, les mesures immédiates, la stratégie de gouvernement et le projet commun qui peut permettre de construire une majorité dans le pays. La profondeur de la crise politique, qui s'accompagne d'une crise institutionnelle rampante, peut entraîner des accélérations dans les prochains mois et les prochaines années et ouvrir des possibilités nouvelles.

Nous devons également, pour notre part, continuer à mettre en débat des propositions qui ne se limitent pas au programme partagé de gouvernement de la NUPES et qui sont portées par un

certain nombre de collectifs. Nous relançons aussi une discussion autour de la construction d'un Front uni contre les idées des extrêmes droites fascisantes qui soutiendra les initiatives et les campagnes politiques et culturelles indispensables.

Avec la NUPES, un Front des mouvements sociaux, citoyens et politiques

Au-delà des élections du printemps 2022, il est essentiel que se stabilise une alliance ou un front politique durable, capable de redonner de l'espoir et du sens à une alternative globale face au gouvernement et à la domination capitaliste.

C'est ainsi que pourra se constituer un lien entre les luttes sociales, écologiques, démocratiques et les forces politiques unies ; ce qui favorisera une dynamique offensive. Des actions communes (associations, syndicats, forces politiques) avaient déjà été organisées durant le quinquennat Macron : loi sécurité globale, défense des libertés, mobilisation contre l'extrême-droite, luttes antiracistes, luttes féministes. Mais elles restaient partielles et sans perspective générale ou commune. Si la NUPES se maintient, si elle se développe sur tout le territoire, avec des espaces démocratiques ouverts, il devrait être possible d'aller plus loin. La participation des collectifs citoyens qui ont émergé, sous des formes diverses, ces dernières années est évidemment essentielle, localement et nationalement.

L'objectif pourrait être de construire des Espaces de dialogue et d'action (pour un Front social, écologique et politique), entre les organisations du mouvement social et écologique, les syndicats, les associations de luttes et la coalition NUPES, sur des enjeux stratégiques : bifurcation et planification écologique, nouvelles conquêtes sociales, mutations dans le travail, émancipation collective contre toutes les dominations, droits universels.

Des contre-mesures face au gouvernement

- La loi « pouvoir d'achat » sera à l'ordre du jour en juillet. Avec la NUPES, nous défendrons une autre logique générale : la hausse des salaires, des minima sociaux, des allocations-chômage comme « *reprise du pouvoir sur la richesse* » et une Conférence nationale sur les salaires et la protection sociale est nécessaire.
- Une Sécurité sociale de l'alimentation, sera opposée au chèque alimentation de 50 à 150 € de E. Borne.
- Sur le dossier des retraites, repoussé à 2023, nous opposerons les propositions de la NUPES aux intentions encore floues du gouvernement (65 ans et/ou allongement de la durée de cotisation).
- Nous défendrons la mise en place d'un socle d'accès gratuit aux services publics de première nécessité : eau, énergie.
- Une élaboration sera nécessaire sur la co-construction des services publics avec les usagers, dans une logique autogestionnaire, pour nous opposer aux projets de Macron : école, santé, etc.
- Le véhicule tout électrique n'est pas la solution. La priorité c'est le transport public, le train, le métro, le covoiturage, le vélo ou d'autres alternatives.
- La création d'un plan de rénovation thermique, avec un service public de planification et une Sécurité sociale du logement, permettrait à toutes les familles de faire face aux dépenses d'habitation. Sans oublier le blocage des loyers.
- Face à la crise des institutions politiques démocratiques (abstention, présidentialisation extrême), une campagne sera à mener sur la nécessité d'un nouveau démocratique visant à rééquilibrer les pouvoirs de la Présidence et du Parlement et à permettre l'intervention populaire.

Consolider la mobilisation, affirmer la force de la démocratie

Sans attendre, nous devons convaincre que nous pouvons, si nous nous y mettons toutes et tous, changer la vie de chacune et chacun et répondre aux préoccupations principales de la population (le pouvoir d'achat, le système de santé, l'environnement, la délinquance, les retraites et l'immigration). Nous y ajouterons le droit à un travail de qualité et à la formation, le racisme et les luttes féministes.

Pour cela, dans chaque localité, faisons connaître nos propositions, participons à l'organisation d'assemblées avec les forces politiques, en invitant aussi les associations et les syndicats, assemblées ouvertes aux citoyen·nes intéressé·es. Ces discussions concernent toute la population, les millions d'habitant·es des « quartiers populaires » qui subissent depuis si longtemps des discriminations, les millions de personnes vivant dans des régions et des localités délaissées par les spéculateurs modernes, l'ensemble de celles et ceux qui en ont marre que d'autres parlent à leur place (cf. la demande du RIC).

Toute cette dynamique politique est possible parce qu'il existe une multitude d'associations, de syndicats, de réseaux de lutte, d'accords d'unité d'action, nés des mobilisations des dernières années auxquelles nous avons participé, et avec lesquels nous sommes en lien, sur les questions féministes, écologistes, antiracistes, démocratiques, sociales, internationalistes, etc. Construire un bloc social et politique de solidarité et d'émancipation ne se fera pas sans leur participation active.

Nous devons également, pour notre part, continuer à mettre en débat des propositions portées par un certain nombre de collectifs : propositions sur la fiscalité, gestion et cotisations d'une Sécurité Sociale consolidée et élargie

(chômage, dépendance, etc.) en revenant à ses principes fondateurs, poursuite de la solidarité (armée et non armée) avec les Ukrainiens, mesures pour l'accueil des réfugié·es d'où qu'elles ou ils viennent, débats renouvelés pour une Europe des droits sociaux et démocratiques proposant des solutions de paix et de sécurité, etc.

Des outils pour l'activité d'ENSEMBLE !

- Des fiches précisant les contre-mesures que nous défendons, les campagnes et les actions envisagées.
- Un « 4 pages » reprenant le texte résumé sur « Les législatives ont confirmé un changement politique majeur »
- Un système de « renvois » aux brochures publiées
- Le lancement de la réflexion sur un pôle de recomposition politique pour consolider la Nouvelle Unité populaire, écologiste et sociale ainsi que sur la construction d'un Front uni contre les idées des extrêmes droites fascisantes.

Déclaration adoptée par le Collectif National d'Ensemble le 3 juillet 2022